



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire autorisant la société ANTROPE à prolonger l'exploitation de sa carrière de matériaux alluvionnaires située sur le territoire des communes d'Attichy et de Bitry

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de La Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

Vu le code minier et notamment ses articles L. 311-1 et L. 342-2 à L. 342-4 ;

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} ;

Vu le code du patrimoine, livre V, titre II ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée aux articles R. 511-9 à R. 511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 autorisant la société ANTROPE à exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, sur le territoire des communes d'Attichy et Bitry ;

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Vu la demande, enregistrée le 2 juin 2014 à la direction départementale des Territoires de l'Oise, présentée par la société ANTROPE dont le siège social est établi Hameau de Samson -60150-Chevincourt, à l'effet d'être autorisée à exploiter jusqu'au 13 septembre 2017 la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, sur le territoire des communes d'Attichy et Bitry respectivement aux lieux-dits « La Mer » et « Le Buissonnet », « Proche le Bac » ;

Vu les documents joints à la demande précitée ;

Vu le rapport et les propositions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 3 juillet 2014 ;

Vu l'avis du 30 octobre 2014 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation spécialisée dite des "carrières" ;

Vu le projet d'arrêté porté à connaissance du demandeur par courrier du 25 novembre 2014 demeuré sans réponse dans le délai prévu par l'article R.512-26 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, le préfet peut autoriser la modification apportée par l'exploitant à une installation classée, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ;

Considérant que la prolongation de la durée d'exploitation et la modification du phasage et des conditions de réaménagement sollicités par la société ANTROPE de la carrière d'Attichy et Bitry ne présentent aucun effet négatif aggravé ou nouveau pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 susvisé fixe l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière d'Attichy et Bitry au 14 septembre 2015 et qu'il convient donc, pour accéder à la présente demande de la société ANTROPE, d'acter par arrêté préfectoral complémentaire la modification sollicitée ;

Considérant les engagements formulés par la société ANTROPE au dossier de demande susvisé, particulièrement la constitution de garanties financières pendant toute la durée d'exploitation de la carrière, afin de permettre s'il y a lieu à tout moment la remise en état du site ;

Considérant que la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement permet de ne pas déposer une nouvelle demande d'autorisation dans le cas des carrières, où, il pourra être considéré une légère prolongation de la durée d'exploitation n'est pas un renouvellement, dans la mesure où les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

Considérant l'article R. 512-31 du code de l'environnement selon lequel, sur proposition de l'inspection des installations classées, le préfet peut fixer par arrêté des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code rend nécessaires ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Durée d'exploitation

La société ANTROPE dont le siège est établi Hameau de Sansom -60510- Chevincourt est autorisée à prolonger jusqu'au 13 septembre 2017 l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires des communes d'Attichy (aux lieux-dits : « La Mer » pour les parcelles cadastrées ZD n° 73 à 75, 376 et 377) et de Bitry (aux lieux-dits : « Proche le Bac » et « Le Buissonnet » pour les parcelles cadastrées section ZC n° 40p, 42 à 48, 56 et 94) pour une surface totale de 44ha 72a 61ca.

ARTICLE 2 : Modification du phasage

L'exploitation du secteur 3 et la fin du secteur 2 sont en alternance. L'exploitation et le réaménagement des secteurs 3 et 2 sont réalisés respectivement pour fin 2016 et le 13 septembre 2017.

ARTICLE 3 : Réaménagement

Des amorces en stériles de découverte implantées perpendiculairement aux aménagements de berges et permettant la délimitation des parcelles sont réalisées. Elles sont réalisées en pente douce, leurs largeurs sont suffisantes pour permettre la cohabitation d'un ou plusieurs pêcheurs.

La piste de circulation des engins, située au Nord est conservée. En matière d'altimétrie, les aménagements de berges sont légèrement plus hauts que la piste. Une servitude de passage d'une largeur de 5 mètres environ, en amont des berges Sud, est réalisée.

Un plan d'eau unique (sur le secteur 3) et de multiples zones individualisées sur le secteur 2 sont réalisés.

ARTICLE 4 : Constitution des garanties financières

Pendant toute la durée d'exploitation de la carrière, les prescriptions fixées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2004 susvisé restent applicables. Les dispositions prescrites au paragraphe II.5 intitulé « garanties financières » relatives au montant des garanties constituées afin de permettre la remise en état maximale à tout moment de l'exploitation doivent être actualisées, notamment pour ce qui concerne la troisième période qui évolue jusqu'à 13 ans.

ARTICLE 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera affichée dans les mairies d'Attichy et Bitry, pendant une durée minimum d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être mise à la disposition de toute personne intéressée.

Les maires d'Attichy et Bitry attesteront par procès verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie de la présente décision est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la direction départementale des Territoires et aux frais de la société ANTROPE dans deux journaux diffusés dans tout le département.

L'arrêté fera également l'objet d'une publication sur le site Internet de la préfecture de l'Oise (www.oise.gouv.fr).

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif d'Amiens :

- par l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, les maires d'Attichy et de Bitry, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **20 JAN. 2015**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Julien MARION

Destinataires

Société ANTROPE

Monsieur le Sous-Préfet de Compiègne

Messieurs les Maires d'Attichy et de Bitry

Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement

Monsieur le Directeur départemental des territoires - SAUE

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours